

Avis et communications

AVIS DIVERS

MINISTÈRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS

**Situation mensuelle de l'Etat
(décembre 2025 provisoire)**

NOR : CPPE2603433V

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat



Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2025 Provisoire



Synthèse.....	2
Faits marquants : évolution du mois.....	2
Faits marquants : données cumulées.....	3
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	16
Données patrimoniales.....	17
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	17
Dette financière de l'Etat.....	18
Notes méthodologiques.....	19
Liste des sigles.....	20



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2025**

FAITS MARQUANTS : EVOLUTION DU MOIS

Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -124,742 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin décembre 2025 s'élève à -124,742 Md€ contre -154,942 Md€ à fin décembre 2024 à périmètre constant. Cette évolution (+30,200 Md€) s'explique, pour le

budget général, par une baisse des dépenses nettes de 4,578 Md€ et une hausse des recettes nettes de 25,526 Md€, ainsi que par une variation positive du solde des comptes spéciaux de 0,095 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 35,680 Md€

Les principales dépenses du mois (en CP)

- Mission **Enseignement scolaire** : 7,502 Md€, principalement au titre des programmes « Enseignement scolaire public du second degré » (3,300 Md€) et « Enseignement scolaire public du premier degré » (2,324 Md€) ;
- Mission **Défense** : 4,935 Md€, principalement au titre des programmes « Soutien de la politique de la défense » (2,053 Md€) et « Préparation et emploi des forces » (1,820 Md€) ;
- Mission **Énergie, développement et mobilité durables** : 3,957 Md€, principalement au titre des programmes « Service public de l'énergie » (2,186 Md€) et « Infrastructures et services de transports » (0,883 Md€) ;
- Mission **Sécurité** : 2,567 Md€, essentiellement au titre des programmes « Police nationale » (1,368 Md€) et « Gendarmerie nationale » (1,025 Md€) ;
- Mission **Travail, emploi et administration des ministères sociaux** : 1,938 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (1,423 Md€) ;
- Mission **Solidarité, insertion et égalité des chances** : 1,845 Md€, essentiellement au titre des programmes « Handicap et dépendance » (0,931 Md€) et « Inclusion sociale et protection des personnes » (0,892 Md€) ;
- Mission **Cohésion des territoires** : 1,709 Md€, notamment au titre du programme « Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat » (0,793 Md€) ;
- Mission **Investir pour la France de 2030** : 1,169 Md€, montant réparti entre les divers programmes composant la mission.

Recettes du budget général (nettes) : 50,142 Md€

Les principales recettes fiscales nettes du mois

- IS net : 18,264 Md€ ;
- IR net : 14,698 Md€ ;
- TVA nette : 4,243 Md€ ;
- TICPE nette : 1,244 Md€.

Les autres recettes du mois

- Autres impôts directs et taxes assimilées : 10,082 Md€, dont 7,520 Md€ de contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises et 1,238 Md€ de prélèvements de solidarité ;
- Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes : 6,138 Md€, dont 3,105 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;
- Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite : 1,340 Md€, dont 0,729 Md€ de produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers ;
- Dividendes et recettes assimilées : 1,219 Md€ (dont un dividende versé par la Caisse des dépôts et Consignations - CDC pour 0,762 Md€) ;
- Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles : -1,764 Md€ (principalement l'affectation de frais de TF au comptes d'avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution) ;
- Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -5,837 Md€, dont -3,851 Md€ au profit des collectivités territoriales (principalement au titre de la dotation globale de fonctionnement pour -2,035 Md€) et -1,986 Md€ au profit de l'Union européenne.

Comptes spéciaux (hors FMI) : 16,203 Md€

Les principales évolutions du mois (hors CAS « Pensions »)

- Le compte « **Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution** » enregistre des dépenses pour 10,853 Md€ et des recettes pour 16,464 Md€ (dont 6,693 Md€ de CFE-IFER, principalement au titre de l'échéance du 15 décembre, 3,964 Md€ de fractions de TVA reversées du budget général vers les collectivités territoriales et 1,941 Md€ de TH sur les résidences secondaires, principalement au titre de l'échéance du 15 décembre) ;
- Le compte « **Prêt et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics** » présente des recettes pour 6,482 Md€ (essentiellement un versement effectué par l'Union européenne en remboursement des avances versées par l'ASP au titre de la politique agricole commune) ;
- Le compte « **Avances à l'audiovisuel public** » enregistre des recettes pour 3,960 Md€, correspondant à l'affectation d'une fraction de TVA à la suite de la suppression de la contribution à l'audiovisuel public ;
- Le compte « **Prêts à des Etats étrangers** » affiche des recettes pour 1,218 Md€ (dont 1,145 Md€ au titre du remboursement en capital d'un prêt accordé à la Grèce).



Dépenses du budget général (nettes) : 441,194 Md€

Les dépenses nettes à fin décembre 2025 s'élèvent à 441,194 Md€ contre 445,773 Md€ à fin décembre 2024 à périmètre constant.

Cette évolution (-4,578 Md€) résulte essentiellement de la baisse des dépenses de fonctionnement pour -6,136 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagement financiers de l'État" pour -6,478 Md€, en raison d'un abondement, en 2024, du compte "Participations financières de l'État" au titre

de l'amortissement de la dette de l'État liée à la Covid-19, non attendu en 2025) et des dépenses d'intervention pour -5,547 Md€ (écart principalement lié à la mission "Investir pour la France de 2030" pour -2,828 Md€), ainsi que de la hausse, prévue en lois de finances, des dépenses de personnel pour +3,226 Md€, des dépenses d'investissement pour +2,484 Md€ et des charges de la dette de l'État pour +1,498 Md€.

Recettes fiscales (nettes) : 356,398 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin décembre 2025 s'élèvent à 356,398 Md€ contre 329,420 Md€ à fin décembre 2024 à périmètre constant.

Cette évolution (+26,978 Md€) s'explique principalement par une hausse des autres recettes fiscales nettes de 18,726 Md€ (essentiellement la hausse des recettes brutes pour 18,802 Md€,

principalement la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises, ainsi que la TICFE et la TICGN, en raison de la fin du bouclier tarifaire sur le gaz et l'électricité et d'une hausse de TICFE) et par une hausse des recettes d'IR net pour 6,956 Md€ (hausse prévue en lois de finances).

Recettes non fiscales : 23,992 Md€

Les recettes non fiscales à fin décembre 2025 s'élèvent à 23,992 Md€ contre 23,212 Md€ à fin

décembre 2024 à périmètre constant, soit une évolution de +0,780 Md€.

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -69,036 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin décembre 2025 s'élèvent à -69,036 Md€ contre -67,761 Md€ à fin décembre 2024 à périmètre constant.

Cette évolution (-1,275 Md€) s'explique par une

augmentation des PSR au profit des collectivités territoriales à hauteur de 0,590 Md€, et une augmentation des PSR au profit de l'Union européenne à hauteur de 0,685 Md€, hausses prévues en lois de finances.

Fonds de concours et attributions de produits : 7,353 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin décembre 2025 s'élèvent à 7,353 Md€ contre

8,309 Md€ à fin décembre 2024 à périmètre constant, soit une évolution de -0,956 Md€.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -2,255 Md€

Le solde des comptes spéciaux à fin décembre 2025 s'élève à -2,255 Md€ contre -2,350 Md€ à fin

décembre 2024 à périmètre constant, soit une évolution de +0,095 Md€.

Dette financière de l'Etat au 31 décembre 2025 : 2 763,894 Md€

La dette financière est en augmentation de 133,821 Md€ depuis le début de l'année 2025.

Cette évolution s'explique essentiellement par les

flux nets des titres négociables (hausse des OAT pour +140,705 Md€ et baisse des BTF pour -5,219 Md€).



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2025**

CHIFFRES CLES

	Mois	Cumul à fin décembre			Ecart cumul 2025 / 2024 retraité
		Décembre	2025	2024 retraité	
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	30 664	-124 742	-154 942	-156 296	30 200
Dépenses du budget général (nettes)	35 680	441 194	445 773	443 413	-4 578
Recettes du budget général (nettes)	50 142	318 707	293 180	289 467	25 526
Recettes fiscales (nettes)	51 892	356 398	329 420	325 679	26 978
- IR net	14 698	94 944	87 987	87 987	6 956
- IS net *	18 264	59 918	57 420	57 420	2 497
- TICPE nette	1 244	16 277	16 560	15 969	-284
- TVA nette	4 243	98 067	98 986	96 759	-918
- Autres recettes fiscales nettes	13 444	87 193	68 467	67 544	18 726
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	16 203	-2 255	-2 350	-2 350	95

DONNEES PATRIMONIALES		
Correspondants du Trésor et personnes habilitées	1 525	150 049
Dette financière de l'Etat	-30 613	2 763 894

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2025**

SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE

	Mois	Cumul à fin décembre			Ecart cumul 2025 / 2024 retraité
		2025	2024 retraité	2024 exécuté	
	unité : million d'€.	Décembre			
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 157	1 157	-20
Dépenses de personnel	13 129	156 183	152 957	152 819	3 226
Dépenses de fonctionnement	5 926	70 074	76 211	76 803	-6 136
Charges de la dette de l'Etat	280	51 583	50 085	50 085	1 498
Dépenses d'investissement	3 107	22 195	19 710	19 712	2 484
Dépenses d'intervention	13 860	138 996	144 543	141 727	-5 547
Dépenses d'opérations financières	-622	1 026	1 110	1 110	-84
Total des dépenses (nettes) (I)	35 680	441 194	445 773	443 413	-4 578
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	51 892	356 398	329 420	325 679	26 978
Recettes non fiscales	3 649	23 992	23 212	23 212	780
Prélèvements sur recettes	-5 837	-69 036	-67 761	-67 733	-1 275
Fonds de concours et attributions de produits	438	7 353	8 309	8 309	-956
Total des recettes (nettes) (II)	50 142	318 707	293 180	289 467	25 526
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	55 979	387 743	360 941	357 200	26 802
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	14 462	-122 488	-152 592	-153 946	30 105
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-1 015	-4 068	-4 525	-4 525	457
Solde des comptes de concours financiers	16 802	1 569	1 682	1 682	-113
Solde des comptes de commerce	409	175	411	411	-236
Solde des comptes d'opérations monétaires	-98	1 074	-691	-691	1 765
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	16 203	-2 255	-2 350	-2 350	95
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (V = III + IV)	30 664	-124 742	-154 942	-156 296	30 200



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2025**

**DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL
PAR TITRE ET CATEGORIE**

	Mois	Cumul à fin décembre			Ecart cumul
		2025	2024 retraité	2024 exécuté	
	unité : million d'€.	Décembre			
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL	13 129	156 183	152 957	152 819	3 226
Rémunérations d'activité	7 691	90 750	90 169	90 051	581
Cotisations et contributions sociales	5 323	64 197	61 550	61 530	2 647
Prestations sociales et allocations diverses	115	1 236	1 237	1 238	-2
AUTRES TITRES	22 551	285 011	292 816	290 594	-7 804
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics	0	1 138	1 157	1 157	-20
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement	5 926	70 074	76 211	76 803	-6 136
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	4 335	36 166	42 928	42 459	-6 761
Subventions pour charges de service public	1 591	33 908	33 283	34 345	625
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat	280	51 583	50 085	50 085	1 498
Intérêts de la dette financière négociable	0	0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable	0	0	0	0	0
Charges financières diverses	280	51 583	50 085	50 085	1 498
Titre 5 - Dépenses d'investissement	3 107	22 195	19 710	19 712	2 484
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat	1 903	16 074	14 350	14 350	1 724
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat	106	5 023	4 334	4 334	689
Subventions pour charges d'investissement	1 098	1 098	1 027	1 028	71
Titre 6 - Dépenses d'intervention	13 860	138 996	144 543	141 727	-5 547
Transferts aux ménages	3 535	60 701	59 215	56 950	1 486
Transferts aux entreprises	5 829	35 339	36 767	37 248	-1 428
Transferts aux collectivités territoriales	1 999	15 534	16 623	16 376	-1 088
Transferts aux autres collectivités	2 294	26 148	30 091	29 306	-3 943
Appels en garantie	203	1 273	1 847	1 847	-574
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières	-622	1 026	1 110	1 110	-84
Prêts et avances	186	194	33	33	161
Dotations en fonds propres	-808	197	258	258	-61
Dépenses de participations financières	0	635	820	820	-184
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	35 680	441 194	445 773	443 413	-4 578



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2025**

**DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION
ET PROGRAMME**

	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2025		Cumul à fin décembre 2024 retraité	Cumul à fin décembre 2024 consommé	Ecart cumul 2025 / 2024 retraité
	unité : million d'€.	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	237	318	3 350	3 378	3 457	3 289	-79
Action de la France en Europe et dans le monde	225	298	2 586	2 614	2 643	2 105	-29
Diplomatie culturelle et d'influence	9	14	625	625	679	770	-55
Français à l'étranger et affaires consulaires	4	7	139	140	134	414	5
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	427	819	4 477	4 778	4 644	4 662	134
Administration territoriale de l'Etat	232	277	2 682	2 643	2 592	2 594	51
Vie politique	5	3	112	109	360	355	-251
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	191	539	1 684	2 026	1 692	1 713	334
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	776	1 059	3 802	4 051	4 497	4 498	-445
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt	549	849	1 862	2 144	2 573	2 573	-430
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	166	150	861	848	870	870	-22
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	60	60	655	637	615	617	22
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG)	0	0	423	423	438	438	-15
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	-28	282	3 624	4 203	5 388	4 822	-1185
Aide économique et financière au développement	13	145	1 366	1 454	1 875	1 875	-422
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	0	0	145	145	150	150	-5
Solidarité à l'égard des pays en développement	-41	137	1 375	1 866	2 625	2 797	-758
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de solidarité pour le développement ⁽¹⁾	0	0	738	738	738	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	147	168	1 845	1 850	1 959	1 959	-109
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	144	165	1 775	1 780	1 882	1 882	-102
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	3	3	70	70	77	77	-7
AUDIOVISUEL PUBLIC⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
France Télévisions ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
ARTE France ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
Radio France ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
France Media Monde ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
Institut national de l'audiovisuel ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
TV5 Monde ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
Programme de transformation ⁽¹⁾	0	0	0	0	0	0	0
COHESION DES TERRITOIRES	1 221	1 709	23 858	23 706	22 862	18 497	844
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	333	554	3 103	3 132	3 137	3 131	-4
Aide à l'accès au logement	226	227	16 656	16 656	16 111	13 102	544
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	601	793	3 137	2 845	2 569	1 218	276
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	34	77	310	387	379	380	8
Politique de la ville	4	20	556	555	524	524	31
Interventions territoriales de l'Etat	23	37	97	131	142	142	-11
CONSEIL ET CONTROLE DE L'ETAT	63	79	790	864	860	861	5
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	42	56	497	571	562	561	9
Conseil économique, social et environnemental	0	0	34	34	46	46	-12
Cour des comptes et autres juridictions financières	21	23	259	260	252	254	8
CREDITS NON REPARTIS	0	0	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses accidentielles et imprévisibles	0	0	0	0	0	0	0
CULTURE	225	345	3 864	3 868	3 864	3 865	3
Patrimoines	91	118	1 260	1 276	1 251	1 251	26
Création	26	40	979	983	973	974	11
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	42	117	772	756	808	807	-52
Soutien aux politiques du ministère de la culture	65	70	853	852	833	833	19
DEFENSE	15 841	4 935	80 585	62 124	58 445	58 428	3 679
Environnement et prospective de la politique de défense	518	290	2 055	2 074	2 009	2 007	66
Préparation et emploi des forces	2 683	1 820	16 025	15 572	15 047	15 049	525
Soutien de la politique de la défense	2 080	2 053	24 855	25 194	24 675	24 659	519
Equipement des forces	10 559	773	37 649	19 283	16 713	16 713	2 570
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	107	151	1 058	1 071	1 044	1 017	27
Coordination du travail gouvernemental	98	141	912	936	913	886	23
Protection des droits et libertés	9	10	146	135	131	131	4
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	3 315	3 957	26 426	26 111	22 054	24 232	4 057
Infrastructures et services de transports	686	883	8 410	8 285	8 602	8 599	-317
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	33	38	264	281	313	313	-32
Paysages, eau et biodiversité	28	46	381	358	379	379	-21
Expertise, information géographique et météorologie	4	46	513	513	504	504	9
Prévention des risques	88	135	1 254	1 251	1 173	1 286	78
Energie, climat et après-mines	125	174	1 563	1 423	2 419	3 797	-996
Service public de l'énergie	2 009	2 186	9 724	9 715	4 673	5 702	5 042
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	239	254	3 094	3 120	3 056	3 082	64
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	50	147	871	809	570	570	239
Sûreté nucléaire et radioprotection ⁽¹⁾	53	48	352	356	365	0	-9



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2025**

**DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION
ET PROGRAMME**

unité : million d'€.	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2025		Cumul à fin décembre 2024 retraité	Cumul à fin décembre 2024 consommé	Ecart cumul 2025 / 2024 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	
ECONOMIE	919	909	4 879	3 784	5 104	5 104	-1 320
Développement des entreprises et régulations	758	729	3 631	2 396	3 692	3 692	-1 295
Plan "France Très haut débit"	15	6	77	208	261	261	-53
Statistiques et études économiques	37	41	465	466	459	459	7
Stratégies économiques	108	133	707	714	692	692	22
Financement des opérations patrimoniales en 2025 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽²⁾	0	0	0	0	0	0	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	422	494	53 002	53 180	58 765	58 765	-5 585
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	158	158	50 896	50 896	49 268	49 268	1 628
Appels en garantie de l'Etat	131	203	1 344	1 344	1 922	1 922	-577
Epargne	11	11	75	75	106	106	-31
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	123	123	687	687	817	817	-130
Dotation du Mécanisme européen de stabilité	0	0	0	0	0	0	0
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	0	0	0	178	177	177	0
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19 ⁽³⁾	0	0	0	0	6 475	6 475	-6 475
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	7 371	7 502	87 690	87 746	86 400	86 397	1 345
Enseignement scolaire public du premier degré	2 311	2 324	27 346	27 359	26 686	26 686	673
Enseignement scolaire public du second degré	3 291	3 300	38 973	38 974	38 187	38 247	787
Vie de l'élève	609	644	7 958	7 949	7 931	7 934	18
Enseignement privé du premier et du second degrés	734	747	8 811	8 812	8 939	8 939	-127
Soutien de la politique de l'éducation nationale	270	297	2 915	2 964	2 921	2 910	43
Enseignement technique agricole	156	190	1 687	1 688	1 737	1 682	-49
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	1 025	1 072	10 763	10 695	10 609	10 595	86
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	726	769	8 025	8 001	7 972	7 959	29
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	117	113	966	965	962	963	3
Facilitation et sécurisation des échanges	182	189	1 771	1 729	1 675	1 673	54
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	222	395	1 877	2 058	2 185	2 191	-127
Immigration et asile	203	376	1 532	1 712	1 836	1 836	-124
Intégration et accès à la nationalité française	19	19	345	346	349	355	-3
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	35	1 169	412	3 302	6 271	6 271	-2 969
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	0	51	0	156	241	241	-85
Valorisation de la recherche	0	41	0	195	83	83	112
Accélération de la modernisation des entreprises	-152	26	-152	36	-77	-77	113
Financement des investissements stratégiques	-55	734	321	2 095	4 643	4 643	-2 548
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	242	317	242	819	1 380	1 380	-561
JUSTICE	1 050	1 123	11 697	12 380	11 876	11 827	504
Justice judiciaire	403	407	4 589	4 584	4 375	4 375	209
Administration pénitentiaire	449	495	4 525	5 183	4 944	4 945	240
Protection judiciaire de la jeunesse	85	113	1 123	1 107	1 087	1 087	20
Accès au droit et à la justice	35	45	784	785	781	727	4
Conduite et pilotage de la politique de la justice	77	62	671	715	684	687	31
Conseil supérieur de la magistrature	0	0	5	6	5	5	1
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	20	20	700	693	712	712	-19
Presse et médias	3	13	351	351	364	364	-14
Livre et industries culturelles	17	6	349	343	348	348	-5
OUTRE-MER	321	319	3 363	3 041	2 917	2 917	124
Emploi outre-mer	122	134	2 167	2 163	1 979	1 979	184
Conditions de vie outre-mer	199	185	1 197	878	938	938	-60
PLAN DE RELANCE	-101	284	-133	1 486	2 236	2 236	-749
Écologie	-94	237	-143	1 215	1 766	1 766	-551
Compétitivité	-7	46	10	271	387	387	-115
Cohésion ⁽³⁾	0	0	0	0	83	83	-83
POUVOIRS PUBLICS	0	0	1 138	1 138	1 157	1 157	-20
Présidence de la République	0	0	123	123	123	123	0
Assemblée nationale	0	0	608	608	627	627	-20
Sénat	0	0	353	353	353	353	0
La Châine parlementaire	0	0	35	35	35	35	0
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	0	0	18	18	18	18	0
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0
Cour de justice de la République	0	0	1	1	1	1	0



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2025**

**DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR MISSION
ET PROGRAMME**

unité : million d'€.	Mois de décembre		Cumul à fin décembre 2025		Cumul à fin décembre 2024 retraité	Cumul à fin décembre 2024 consommé	Ecart cumul 2025 / 2024 retraité
	AE consommées	CP consommés	AE consommées	CP consommés	CP retraité	CP consommé	
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	543	1 077	30 826	30 587	30 778	30 986	-191
Formations supérieures et recherche universitaire	81	127	15 260	15 314	15 108	15 108	207
Vie étudiante	7	268	3 234	3 206	3 254	3 254	-48
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	8	28	8 244	7 902	7 728	7 737	174
Recherche spatiale	20	207	1 636	1 636	1 607	1 607	28
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	329	329	1 584	1 614	1 839	2 039	-225
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	4	8	320	368	670	670	-301
Recherche duale (civile et militaire)	63	77	133	133	150	150	-17
Enseignement supérieur et recherche agricoles	31	33	416	414	422	421	-8
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	183	184	6 071	6 071	6 135	6 064	-64
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	68	68	4 180	4 180	4 206	4 206	-26
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	31	32	799	799	774	774	25
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	84	84	1 091	1 091	1 154	1 083	-63
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	248	379	3 805	3 930	3 895	3 895	35
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	178	324	3 464	3 607	3 639	3 638	-32
Concours spécifiques et administration	69	55	341	323	257	257	66
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	8 752	8 764	141 365	141 364	146 523	146 523	-5 159
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	8 402	8 414	136 846	136 844	141 568	141 568	-4 724
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	350	350	4 519	4 520	4 955	4 955	-435
SANTE	95	105	1 479	1 538	2 803	2 803	-1 265
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	28	38	209	267	387	387	-120
Protection maladie	67	67	1 216	1 216	1 167	1 167	50
Reversement à la Sécurité sociale des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Sécur investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR) ⁽²⁾	0	0	54	54	1 249	1 249	-1 195
SECURITES	2 545	2 567	26 082	25 789	25 505	25 486	284
Police nationale	1 333	1 368	13 547	13 490	13 461	13 443	29
Gendarmerie nationale	1 039	1 025	11 659	11 272	11 011	11 010	260
Sécurité et éducation routières	6	2	65	60	70	70	-10
Sécurité civile	166	171	811	968	963	963	5
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	971	1 845	30 856	30 857	29 726	31 031	1 131
Inclusion sociale et protection des personnes	704	892	14 571	14 573	14 324	14 323	249
Handicap et dépendance	250	931	16 185	16 184	15 315	15 315	868
Egalité entre les femmes et les hommes	17	22	100	100	101	101	-1
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales ⁽³⁾	0	0	0	0	-14	1 291	14
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	11	23	1 333	1 351	1 548	1 548	-197
Sport	22	31	519	520	639	639	-119
Jeunesse et vie associative	19	22	822	834	773	773	61
Jeux olympiques et paralympiques 2024	-30	-30	-26	-12	136	136	-148
Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2030 ⁽¹⁾	0	0	19	9	0	0	9
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	72	104	805	593	893	914	-300
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs	52	58	466	239	399	399	-160
Transformation publique	7	10	39	53	171	171	-117
Innovation et transformation numériques ⁽³⁾	0	0	0	0	10	32	-10
Fonction publique	8	33	249	249	266	265	-17
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	4	4	51	51	47	47	4
TRAVAIL, EMPLOI ET ADMINISTRATION DES MINISTERES SOCIAUX⁽²⁾	2 126	1 938	19 650	20 452	22 230	21 432	-1 778
Accès et retour à l'emploi	891	374	6 946	6 653	6 542	7 049	110
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	1 185	1 423	10 834	11 752	13 570	13 570	-1 817
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	0	3	40	79	99	99	-19
Soutien des ministères sociaux ⁽²⁾	50	138	1 831	1 968	2 019	715	-52
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	49 162	44 095	591 341	578 039	587 341	584 982	-9 302
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	40 760	35 680	454 495	441 194	445 773	443 413	-4 578

⁽¹⁾ Création en LFI 2025⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2025⁽³⁾ Suppression en LFI 2025



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2025**

**RECETTES FISCALES BRUTES DU BUDGET GÉNÉRAL
(NIVEAU DÉTAILLE)**

unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin décembre			Ecart cumul 2025 / 2024 retraité
		Décembre	2025	2024 retraité	
Impôt sur le Revenu (A)	14 622	119 533	114 451	114 451	5 082
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	-1 764	2 405	2 127	2 127	278
Impôt sur les sociétés et contributions assimilées (C)	20 123	86 373	85 232	85 232	1 141
Impôt sur les sociétés	19 589	84 523	83 253	83 253	1 270
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	336	1 459	1 519	1 519	-60
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	197	390	460	460	-69
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	10 082	40 504	31 104	31 104	9 400
Retenues à la source sur certains bénéfices non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	111	1 267	1 419	1 419	-152
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	371	5 699	4 542	4 542	1 157
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	0	1	0	0	1
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	0	0	0	0
Impôt sur la fortune immobilière	72	2 771	2 739	2 739	31
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	3	4	27	27	-23
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	0	202	160	160	43
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	0	2	1	1	1
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	2	19	26	26	-7
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	2	25	33	33	-8
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	26	215	142	142	73
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	1	225	228	228	-3
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	0	1	1	1	0
Prélèvements de solidarité	1 238	15 772	14 991	14 991	782
Taxe sur les gestionnaires d'infrastructures de transport (écrêtement)	-92	43	0	0	43
Taxe sur les services numériques	1	901	785	785	115
Taxe d'habitation sur les résidences principales	18	33	94	94	-61
Contribution différentielle applicable à certains contribuables titulaires de très hauts revenus ⁽¹⁾	369	369	0	0	369
Contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises ⁽¹⁾	7 520	7 520	0	0	7 520
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	20	4 024	4 265	4 265	-241
Cotisation foncière des entreprises	0	1	1	1	0
Recettes diverses	421	1 410	1 650	1 650	-240
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	1 365	17 953	18 569	17 978	-615
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	9 739	175 248	177 533	175 306	-2 285
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	6 138	51 227	41 974	41 051	9 253
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	57	465	451	451	14
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	25	196	231	231	-35
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	0	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	10	93	72	72	21
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	1 210	5 056	4 947	4 947	109
Mutations à titre gratuit par décès	1 895	16 129	15 966	15 966	163



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2025**

**RECETTES FISCALES BRUTES DU BUDGET GÉNÉRAL
(NIVEAU DÉTAILLE)**

unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin décembre			Ecart cumul
		Décembre	2025	2024 retraité	
Contribution de sécurité immobilière	82	745	692	692	53
Autres conventions et actes civils	80	593	560	560	33
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	68	597	590	590	7
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	33	503	457	457	46
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	15	190	308	308	-118
Timbre unique	50	363	389	389	-26
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	86	967	805	805	162
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité	0	683	1 130	1 130	-447
Autres taxes intérieures	594	9 081	1 603	4 403	7 478
Autres droits et recettes accessoires	0	4	4	4	-1
Amendes et confiscations	7	48	42	42	5
Taxe générale sur les activités polluantes	24	1 214	1 150	1 150	63
Cotisation à la production sur les sucre	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	15	109	49	49	61
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	0	167	169	169	-2
Autres droits et recettes à différents titres	114	201	236	236	-35
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	4	48	47	47	1
Taxe sur certaines dépenses de publicité	0	12	15	15	-3
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	0	648	558	558	90
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	0	22	23	23	0
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	476	3 047	3 032	3 032	15
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	36	966	948	948	18
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	40	402	416	416	-13
Prélèvement sur les paris sportifs	140	913	996	996	-83
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	13	124	120	120	3
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les rachats d'actions ⁽¹⁾	39	532	0	0	532
Taxe sur les transactions financières	448	2 526	1 860	1 332	667
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	0	2	2	-2
Autres taxes	577	4 584	4 106	911	478
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	60 306	493 242	470 989	467 248	22 254
TOTAL GENERAL (net)	51 892	356 398	329 420	325 679	26 978

⁽¹⁾ Création en LFI 2025



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2025**

RECETTES NON FISCALES DU BUDGET GÉNÉRAL

unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin décembre			Ecart cumul 2025 / 2024 retraité
		Décembre	2025	2024 retraité	
Dividendes et recettes assimilées (A)	1 219	6 482	4 784	4 784	1 698
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	762	1 576	1 441	1 441	135
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	407	4 740	2 492	2 492	2 248
Autres dividendes et recettes assimilées	51	166	851	851	-685
Produits du domaine de l'Etat (B)	73	1 723	1 792	1 792	-68
Revenus du domaine public non militaire	58	915	1 095	1 095	-180
Autres revenus du domaine public	2	10	9	9	1
Revenus du domaine privé	12	325	314	314	11
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	1	374	371	371	3
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	0	97	0	0	97
Autres revenus du Domaine	0	1	2	2	-1
Produits de la vente de biens et services (C)	262	2 470	2 489	2 489	-19
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	117	656	665	665	-9
Autres frais d'assiette et de recouvrement	96	975	950	950	25
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	1	36	32	32	4
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	0	4	3	3	1
Autres recettes diverses	48	799	838	838	-39
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	443	1 119	1 116	1 116	2
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	49	239	413	413	-174
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	1	17	12	12	5
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	23	49	78	78	-28
Intérêts des autres prêts et avances	30	159	328	328	-169
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	4	107	121	121	-14
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	0	13	13	13	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	335	535	153	153	382



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2025**

RECETTES NON FISCALES DU BUDGET GÉNÉRAL

unité : million d'€.	Décret	Mois		Cumul à fin décembre		Ecart cumul 2025 / 2024 retraité
		2025	2024 retraité	2024 exécuté		
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)		1 340	4 912	2 440	2 440	2 472
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	729	774	760	760		14
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	472	1 753	512	512		1 241
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	2	434	94	94		340
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	1	8	10	10		-2
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	134	1 822	1 048	1 048		774
Frais de poursuite	0	5	5	5		0
Frais de justice et d'instance	1	7	7	7		0
Intérêts moratoires	0	0	0	0		0
Pénalités	0	108	4	4		104
Divers (F)	312	7 287	10 591	10 591		-3 304
Reversements de Natixis	0	0	219	219		-219
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	0	848	341	341		507
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	0	397	516	516		-120
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	106	304	309	309		-5
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	22	304	287	287		17
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	1	13	13	13		0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0		0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0		0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régaliennes	0	0	0	0		0
Frais d'inscription	1	7	7	7		0
Recouvrement des indemnisations versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	1	6	6	6		0
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	0	7	5	5		1
Récupération d'indus	56	205	106	106		99
Recouvrements après admission en non-valeur	15	125	119	119		6
Divers versements de l'Union européenne	0	3 263	7 483	7 483		-4 220
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	93	199	96	96		103
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	12	56	49	49		7
Recettes diverses en provenance de l'étranger	0	1	3	3		-3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	1	4	4	4		0
Soulte sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0		0
Recettes accidentelles	45	488	361	361		127
Produits divers	133	802	68	68		733
Autres produits divers	-173	259	597	597		-338
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	3 649	23 992	23 212	23 212		780



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2025**

**PRELEVEMENTS SUR RECETTES DE L'ETAT
ET FONDS DE CONCOURS**

unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin décembre			Ecart cumul 2025 / 2024 retraité
		Décembre	2025	2024 retraité	
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales		-3 851	-46 074	-45 484	-45 457
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement		-2 035	-27 392	-27 238	-27 239
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs		-1	-3	-4	-4
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements		-2	-5	-7	-7
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)		-629	-8 136	-7 382	-7 382
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale		-58	-856	-787	-759
Dotation élu local		-1	-124	-123	-123
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse		0	-55	-52	-52
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion		-432	-432	-432	-432
Dotation départementale d'équipement des collèges		-12	-326	-326	-326
Dotation régionale d'équipement scolaire		0	-661	-661	-661
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire		0	-3	-3	-3
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (régions)		0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (départements)		0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (établissements publics de coopération intercommunale)		0	0	0	0
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (communes)		-189	-2 414	-2 844	-2 844
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale		-10	-368	-377	-377
Dotation de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants		0	-3	-7	-7
Dotation de compensation liée au processus de départementalisation de Mayotte		-9	-107	-107	-107
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires		0	-7	-7	-7
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle		-11	-214	-271	-271
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport		0	-48	-48	-48
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane		-27	-27	-27	-27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage		-13	-123	-123	-123
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale d'autonomie de la Polynésie française		-8	-91	-91	-91
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾		0	0	1	1
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾		0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾		0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire ⁽¹⁾		0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels		-354	-4 514	-4 318	-4 318
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises		0	-2	-1	-1
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) ⁽¹⁾		0	0	0	0



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2025**

**PRELEVEMENTS SUR RECETTES DE L'ETAT
ET FONDS DE CONCOURS**

unité : million d'€.	Mois	Cumul à fin décembre			Ecart cumul 2025 / 2024 retraité
		Décembre	2025	2024 retraité	
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique en 2022 ⁽¹⁾	0	0	2	2	-1
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	0	0	-148	-148	149
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réforme de 2023 de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les EPCI percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-1	-33	-28	-28	-5
Prélèvement sur les recettes de l'Etat en faveur des communes nouvelles regroupant, l'année suivant leur création, une population inférieure ou égale à 150 000 habitants (article 134)	0	-33	-24	-24	-9
Prélèvement sur les recettes de l'Etat visant à compléter le montant du fonds de sauvegarde des départements (article 131)	0	0	-50	-50	50
Prélèvement sur les recettes de l'Etat destiné à compenser, pour les communes, les EPCI à fiscalité propre et la métropole de Lyon, les pertes de recettes résultant de l'exonération de TFPB	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat permettant de verser une compensation aux communes et EPCI enregistrant d'une année sur l'autre une perte de base de TFPB et de produits TFPB afférant aux entreprises à l'origine de la perte de base de TFPB	-4	-10	0	0	-10
Prélèvement sur les recettes de l'Etat compensant les pertes de recettes résultant du recentrage de l'assiette de taxe d'habitation sur les résidences secondaires ⁽³⁾	-59	-91	0	0	-91
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-1 986	-22 962	-22 276	-22 276	-685
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-5 837	-69 036	-67 761	-67 733	-1 275
Fonds de concours et attributions de produits					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux	366	6 072	6 995	6 995	-923
Fonds de concours - coopération internationale	72	1 281	1 315	1 315	-33
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS	438	7 353	8 309	8 309	-956

(1) Suppression en LFI 2025

(2) Modification de libellé en LFI 2025

(3) Création en LFI 2025



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2025**

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

unité : million d'€.	Mois de décembre			Cumul à fin décembre						Ecart cumul	
	Dépenses	Recettes	Dépenses		Recettes		Soldes				
			2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025	2024 retraité	2024 exécuté	2025		
Comptes d'affectation spéciale	7 637	6 622	75 381	80 003	80 003	71 313	75 478	75 478	-4 068	-4 525	
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	842	122	1 864	1 818	1 818	1 902	1 877	1 877	38	59	
Développement agricole et rural	33	2	139	144	144	150	152	152	11	8	
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	73	0	375	357	357	377	378	378	2	21	
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	49	67	268	298	298	366	355	355	98	57	
Participations financières de l'Etat	507	264	3 399	9 501	9 501	1178	8 027	8 027	-2 220	-1 474	
Pensions	6 134	6 168	69 337	67 885	67 885	67 340	64 689	64 689	-1 997	-3 196	
Comptes de concours financiers	11 366	28 169	142 046	141 181	141 181	143 615	142 863	142 863	1 569	1 682	
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Avances à l'audiovisuel public	339	3 960	3 960	3 976	3 976	3 960	3 976	3 976	0	0	
Avances aux collectivités territoriales et aux collectivités régies par les articles 73, 74 et 76 de la Constitution ⁽¹⁾	10 853	16 464	129 938	128 112	128 112	130 197	128 274	128 274	259	163	
Prêts à des Etats étrangers	38	1 218	879	625	625	1 706	2 251	2 251	827	1 625	
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	2	46	360	652	652	143	75	75	-217	-577	
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	134	6 482	6 909	7 817	7 817	7 609	8 288	8 288	701	471	
Comptes de commerce	1 090	1 499	62 889	60 577	60 577	63 064	60 988	60 988	175	411	
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires	108	126	860	940	940	938	984	984	78	44	
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	20	40	225	212	212	227	211	211	2	-1	
Couverture des risques financiers de l'Etat	2	2	980	1 155	1 155	980	1 155	1 155	0	0	
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	121	123	864	830	830	877	808	808	12	-22	
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	440	439	57 933	55 802	55 802	57 933	55 802	55 802	0	0	
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés	0	0	4	8	8	5	4	4	1	-3	
Opérations commerciales des domaines	1	5	57	63	63	99	113	113	42	50	
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	5	3	30	36	36	33	40	40	4	3	
Soutien financier au commerce extérieur	391	760	1 936	1 532	1 532	1 972	1 873	1 873	37	341	
Comptes d'opérations monétaires	118	20	887	1 185	1 185	1 962	494	494	1 074	-691	
Emission des monnaies métalliques	7	17	122	139	139	214	228	228	92	90	
Opérations avec le Fonds Monétaire International	105	0	729	1 021	1 021	1 734	248	248	1 005	-773	
Pertes et bénéfices de change	6	3	36	26	26	13	18	18	-23	-8	
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)	20 107	36 310	280 474	281 926	281 926	278 220	279 576	279 576	-2 255	-2 350	
TOTAL COMPTES SPECIAUX	20 212	36 310	281 203	282 947	282 947	279 954	279 824	279 824	-1 249	-3 123	

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2025



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2025**

**CORRESPONDANTS DU TRESOR
ET PERSONNES HABILITEES**

	unité : million d'€.	Solde au 31/12/2024	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2025
Dépôts de fonds au Trésor				
Organismes à caractère financier				
Organismes d'assurance et de réassurance	515		0	516
Caisse des Dépôts et Consignations	11		-1	10
La Poste	0		0	0
Divers organismes à caractère financier	6 786		-209	6 577
Total organismes à caractère financier	7 313		-210	7 103
CEPL				
Régions	1 244		-108	1 136
Départements	6 592		963	7 555
Communes	29 177		-1 387	27 790
Etablissements publics de coopération intercommunale	19 105		-679	18 426
Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 293		116	2 410
Autres	9 677		-8	9 669
Total CEPL	68 089		-1 104	66 985
Etablissements publics de santé				
Etablissements publics nationaux à caractère administratif	21 921		-2 077	19 844
Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	17 947		-4 424	13 523
Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 321		-376	4 945
Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 695		-275	2 420
Total établissements publics nationaux	47 884		-7 152	40 732
Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger				
Union européenne	2 533		1 819	4 352
BPI Groupe financement fonds de garantie	6 161		71	6 232
GIP	2 040		-90	1 951
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés				
EPLE	2 765		48	2 813
Autres correspondants	2 756		-21	2 735
Neutralisation des découvertes des correspondants du Trésor	0		0	0
Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	95		-29	66
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	13 817		-20	13 797
Total Dépôts de fonds du Trésor	155 263		-8 422	146 841
Comptes à terme				
Placements des CEPL sur un compte à terme	3 178		-192	2 986
Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	139		58	196
Intérêts courus sur comptes à terme	41		-15	26
Total Comptes à terme	3 357		-149	3 208
	Total Passif (A)	158 620	-8 571	150 049
Créances résultant des placements des deniers pupillaires				
Découverts des correspondants du Trésor	0		0	0
Total Actif (B)	0		0	0
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)	158 620		-8 571	150 049



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2025**

DETTE FINANCIERE DE L'ETAT
**(hors intérêts courus non échus, intérêts constatés
d'avance et dettes rattachées à des participations)**

	unité : million d'€.	Solde au 31/12/2024	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2025
Titres négociables (A)		2 601 646	135 486	2 737 132
Titres négociables à moyen et long terme		2 400 483	140 705	2 541 188
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)		2 400 483	140 705	2 541 188
<i>dont</i> - taux fixe		2 111 426	123 122	2 234 548
<i>- taux variable</i>		229 041	10 767	239 808
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)		0	0	0
<i>dont</i> - taux fixe		0	0	0
<i>- taux variable</i>		0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme		0	0	0
Titres négociables à court terme		201 163	-5 219	195 944
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)		201 163	-5 219	195 944
Autres titres négociables à court terme		0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)		0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)		28 427	-1 665	26 762
TOTAL (A+B+C)		2 630 073	133 821	2 763 894



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2025**

NOTES METHODOLOGIQUES

Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois.
Les chiffres « 2024 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière.
Les chiffres « 2024 retraité » correspondent aux données « 2024 exécuté » corrigées des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévu à l'article 34 ». Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dette financière de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 18) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Définitions d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.



**Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2025**

LISTE DES SIGLES

AFITF	Agence de financement des infrastructures de transport de France	IS	Impôt sur les sociétés
ASP	Agence de services et de paiement	LFG	Loi de finances de fin de gestion
BG	Budget général	LFI	Loi de finances initiale
BTF	Bons du Trésor à taux fixe	OAT	Obligations assimilables du Trésor
CAS	Compte d'affectation spéciale	PAS	Prélèvement à la source
CDC	Caisse des dépôts et consignations	PFE	Participations financières de l'Etat
CFE	Cotisation foncière des entreprises	PSR	Prélèvements sur recettes
CVAE	Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	R&D	Remboursements et dégrèvements
DGF	Dotation globale de fonctionnement	TF	Taxe foncière
FAR	Frais d'assiette et de recouvrement	TGAP	Taxe générale sur les activités polluantes
FCTVA	Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	TH	Taxe d'habitation
FDNV	Frais de dégrèvement et de non-valeur	TICFE	Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité
FMI	Fonds monétaire international	TICGN	Taxe intérieure de consommation sur le gaz naturel
IFER	Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux	TICPE	Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques
IFI	Impôt sur la fortune immobilière	TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
IR	Impôt sur le revenu	UE	Union européenne